

ger aperçut soudain l'ambassadeur d'Argentine, M. Hector José Campora. Il s'empressa d'aller saluer le diplomate argentin et lui donna l'accolade en l'appelant «Monsieur le Président», faisant allusion, non pas à la brève présidence intérimaire de M. Campora l'an dernier en attendant l'arrivée de Juan Domingo Peron, mais plutôt l'époque lointaine où M. Kissinger l'avait connu alors qu'il était président de la Chambre des députés. On est sensible en Amérique latine aux attentions de ce genre et le nouveau secrétaire d'Etat le sait fort bien.

Toutefois, le nouveau climat des relations entre Washington et l'Amérique latine n'est pas simplement dû au changement de secrétaire d'Etat. En réalité, le phénomène est plus profond et s'extériorise de diverses façons. L'accession de M. Kissinger au Secrétariat d'Etat a coïncidé avec l'avènement de certaines modifications tant dans les attitudes de Washington que dans celles de l'Amérique latine. M. Kissinger a certainement joué un rôle important dans cette transformation, mais il n'est pas le seul à y avoir contribué.

Volonté de dialogue

L'Amérique latine tente depuis plus d'un an d'établir un nouveau genre de dialogue avec les États-Unis, ayant conclu que les attitudes manifestement anti-américaines qu'elle affichait depuis longtemps et qui ont donné lieu à des échanges acerbes entre Washington et les capitales latino-américaines, n'étaient guère rentables. Dès janvier 1973, certains milieux latino-américains ont manifesté l'intention d'aborder à neuf avec les États-Unis une foule de questions, notamment le commerce, l'aide au développement, les investissements américains, les sociétés multinationales, la réforme de l'Organisation des États américains, la situation de Cuba dans l'hémisphère, l'échange de connaissances technologiques. La Colombie et le Venezuela ont proposé l'ouverture de pourparlers sur ces questions, proposition qui a été secondée par plusieurs autres gouvernements. Mais il s'est produit des retards et des complications: l'Argentine a été distraite par une suite d'élections présidentielles; le Chili était bouleversé par les politiques socialisantes de M. Salvador Allende; Panama cherchait à faire régler par le Conseil de sécurité des Nations Unies la question de son différend avec les États-Unis au sujet du canal, et de nouvelles élections s'annonçaient non seulement en Argentine mais aussi en Colombie, à Costa Rica, en République dominicaine, au Guatemala et au Venezuela.

Ainsi que le faisait observer en mars

1973 un représentant du ministère des Affaires étrangères de la Colombie: «Le temps n'est pas propice au dialogue avec Washington»; mais le même personnage affirmait en octobre suivant que «le moment était venu». Des tas de raisons motivaient un changement. D'une part, la fin abrupte de l'expérience marxiste de Salvador Allende au Chili avait modifié la carte politique de l'Amérique latine. Certains gouvernements eurent tôt fait de réviser de façon radicale leur rhétorique pro-gauchiste. «La chute d'Allende a transformé la scène politique de toute l'Amérique du Sud» écrivait un éditeur de *La Prensa* de Buenos Aires. Des observateurs ont fait remarquer que l'ancien dictateur de l'Argentine, Juan Peron, élu à la présidence en septembre dernier, modifié ses tactiques électorales et adopté une attitude plus conservatrice presque immédiatement après la chute du gouvernement Allende au début de septembre.

Toutefois, d'autres événements d'importance survenus à la même époque ont échappé à l'observation, bien qu'ils aient peut-être influé davantage sur le changement d'attitude de l'Amérique latine que ne l'a fait l'échec de l'expérience Allende.

Crise économique

En tête de liste figurait un début de crise économique dans de nombreux pays latino-américains, amorcée par l'escalade des prix des importations de toute une gamme de produits de base essentiels, à partir des denrées alimentaires jusqu'au pétrole. Cet automne, les commentaires au sujet de la crise se sont multipliés au fur et à mesure que les gouvernements tentaient de résoudre le problème en recourant à des mesures telles que les programmes d'austérité, la limitation des importations et l'incitation à l'exportation.

Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'hémisphère occidental à la Conférence de Tlatelolco, la plupart des conversations «de corridor» portaient sur la crise de l'énergie et les difficultés éprouvées par la plupart des gouvernements dans le domaine commercial. «Il nous faut apporter des solutions à ce problème nouveau», déclarait M. Mario Gibson Barbosa du Brésil. Mais il n'avait rien de plus à offrir à cet égard que ses homologues. C'est ainsi que les ministres ont affirmé l'un après l'autre à Mexico que l'on trouverait sûrement des solutions en y travaillant tous ensemble, invoquant par là l'aide des États-Unis et de M. Kissinger.

Ce sont les petits États de l'hémisphère qui ont ressenti le plus vivement la gravité de la crise économique suscitée par la modification des structures commercia-